

Mardi 15 septembre dernier, Nicolas SARKOZY, Président de la République, a invité les députés UMP à l'Elysée à l'occasion de la rentrée parlementaire.

A cette occasion, plusieurs thèmes ont été abordés :

AGRICULTURE

François CALVET et sa collègue Brigitte BAREGES, Député-Maire de Montauban, ont interrogé le Président sur la situation de l'agriculture, notamment les producteurs de fruits et légumes.

Le Président de la République a précisé qu'il fallait que notre pays ne connaisse pas, par rapport aux autres pays européens, un déficit de compétitivité pour faire face à cette crise. Il a donc demandé à Bruno LE MAIRE, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, de réfléchir à une meilleure organisation de la production pour que les producteurs soient plus forts car l'on constate aisément que si la grande distribution est forte, c'est parce qu'elle est très bien organisée.

Il a proposé, dans ce seul domaine, pour les saisonniers de mettre en place une TVA sociale fruits et légumes.

INDUSTRIE

La crise de l'industrie, notamment, est très importante dans notre pays qui a reculé sur le plan des implantations industrielles. C'est pour cela qu'il faut favoriser au maximum l'implantation de celles-ci. On mesure les conséquences de la crise avec les 80% de pertes de recette sur l'impôt des sociétés et la perte importante sur les recettes des cotisations sociales.

CHOMAGE

On pourra dire que l'on sort de la crise quand le chômage baissera significativement de nouveau.

BUDGET DE L'ETAT

Le problème de la France aujourd'hui, ce n'est pas de geler l'investissement, bien au contraire, et le grand emprunt que nous allons engager est capital pour l'avenir de notre pays. Il faudra intervenir sur les infrastructures, sur la recherche, donner plus de compétitivité et permettre à nos territoires d'être plus compétitifs.

En économie, on a souvent gelé l'investissement sans s'occuper de diminuer le fonctionnement. On a, depuis 2 ans et demi, supprimé 100 000 postes de fonctionnaires, il faut savoir que la moitié du budget de l'Etat, est consacré aux retraites des fonctionnaires.

COLLECTIVITES

Le boom immobilier que l'on a connu a modifié profondément la valeur des biens immobiliers.

La loi de finances devrait proposer une actualisation des bases locatives qui n'ont pas bougé depuis 1991. Par exemple, à chaque changement de propriétaire, ou vente de maison, la base locative pourra être revue.

